Cahier des charges valant acte d’engagement



**Marché de prestations intellectuelles passé en procédure adapté**

**2023-07**

**Etude de reconversion du centre de tri provisoire de Villeneuve-de-rivière**

**NUMERO DU MARCHE : ……………………….**

**SOMMAIRE**

[Article 1. Généralités 3](#_Toc134705782)

[Article 2. Contractants 3](#_Toc134705783)

[Article 3. Définition des prestations 4](#_Toc134705784)

[3.1) Introduction 4](#_Toc134705785)

[3.8) Durée du marché 8](#_Toc134705786)

[3.9) Conduite des prestations par une personne nommément désignée 8](#_Toc134705787)

[Article 4. Règlement du marché 8](#_Toc134705788)

[1) Prix 8](#_Toc134705789)

[4. Variation des prix 9](#_Toc134705790)

[5. Règlement 9](#_Toc134705791)

[6. Modalités de paiement 9](#_Toc134705792)

[7. Acomptes 10](#_Toc134705793)

[8. Avances 10](#_Toc134705794)

[9. Retenue de garantie 10](#_Toc134705795)

[Article 5. Sous-traitance 10](#_Toc134705796)

[Article 6. Pénalités 11](#_Toc134705797)

[Article 7. Assurances 11](#_Toc134705798)

[Article 8. Pièces constitutives du marché 11](#_Toc134705799)

[Article 9. Obligations du titulaire 12](#_Toc134705800)

[Article 10. Cession 12](#_Toc134705801)

[Article 11. Résiliation 12](#_Toc134705802)

[Article 12. Litiges 12](#_Toc134705803)

[Article 13. Dérogations 13](#_Toc134705804)

[Article 14. Engagement et signature du candidat 14](#_Toc134705805)

[Article 15. Signature du pouvoir adjudicateur 14](#_Toc134705806)

# Généralités

Il s’agit d’un marché de prestations intellectuelles ayant pour objet l’étude de reconversion d’un centre de tri sélectif.

Il s’agit d’un marché public à exécution forfaitaire.

# Contractants

Entre

***Le Pouvoir adjudicateur : Le Syndicat de traitement des ordures ménagères (SYSTOM) des Pyrénées***

*La Graouade Route du Circuit*

*31800 Saint-Gaudens,*

représenté par Monsieur le Président du SYSTOM des Pyrénées, Monsieur Daniel GRYCZA

**et**,

***L'entreprise / Le groupement :***

En cas de candidature individuelle

|  |  |
| --- | --- |
| Nom, prénom et qualité du signataire : |  |
| Adresse professionnelle : |  |
| Téléphone : |  |
| Télécopie : |  |
| Courriel : |  |
| \* agissant pour mon compte  \* agissant pour le compte de la société (indiquer SA, SARL, ...) |  |
| Raison sociale : |  |
| Domicilié à : |  |
| Téléphone : |  |
| Télécopie : |  |
| Courriel : |  |
| Dont le siège social est à : |  |
| Téléphone : |  |
| Télécopie : |  |
| N° Siret : |  |
| Code APE : |  |

En cas de candidature sous forme de groupement d'entreprises

- 1er co-contractant (mandataire du groupement) :

Nom, prénom et qualité du signataire : ..........

\* agissant pour mon compte

\* agissant pour le compte de la société ...........................

Adresse professionnelle : ..........

Code Postal : .......... Ville : ..........

Tél : ..........

Fax : ..........

Courriel : ..........

N° SIRET : .......... Code APE : ..........

- 2ème co-contractant :

Nom, prénom et qualité du signataire : ..........

\* agissant pour mon compte

\* agissant pour le compte de la société ...........................

Adresse professionnelle : ..........

Code Postal : .......... Ville : ..........

Tél : ..........

Fax : ..........

Courriel : ..........

N° SIRET : .......... Code APE : ..........

\*(Rayez les mentions inutiles)

L'opérateur économique ................................................... est le mandataire des opérateurs économiques groupés

🞎 solidairement (\*)

🞎 conjointement (\*)

*(\*) cocher la mention utile*

Aucune Forme du groupement n’est imposée après l'attribution :

En application de l’article R. 2142-24 du code de la commande publique, le mandataire des entreprises groupées conjointes, est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir adjudicateur.

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché, le signataire ou l'ensemble des membres du groupement s'engage(nt) sans réserve à les respecter et exécuter les prestations dans les conditions définies ci-après :

# Définition des prestations

## Introduction

Pour contribuer à la transition de la France vers l’économie circulaire en matière de recyclage des déchets d’emballages ménagers et des papiers graphiques, une industrialisation du parc de centres de tri est engagée depuis plusieurs années. En particulier, le tri manuel, jusqu’ici prépondérant, laisse progressivement la place à un tri plus automatisé, nécessaire pour gérer des volumes toujours plus importants et plus complexes.

L’industrialisation du parc s’accompagne d’une augmentation des capacités moyennes de traitement des centres de tri rénovés ou nouveaux, et le nombre de centres de tri va continuer à diminuer dans les années à venir pour passer de 196 en 2018 à entre 100 et 150 à l’horizon 2022.

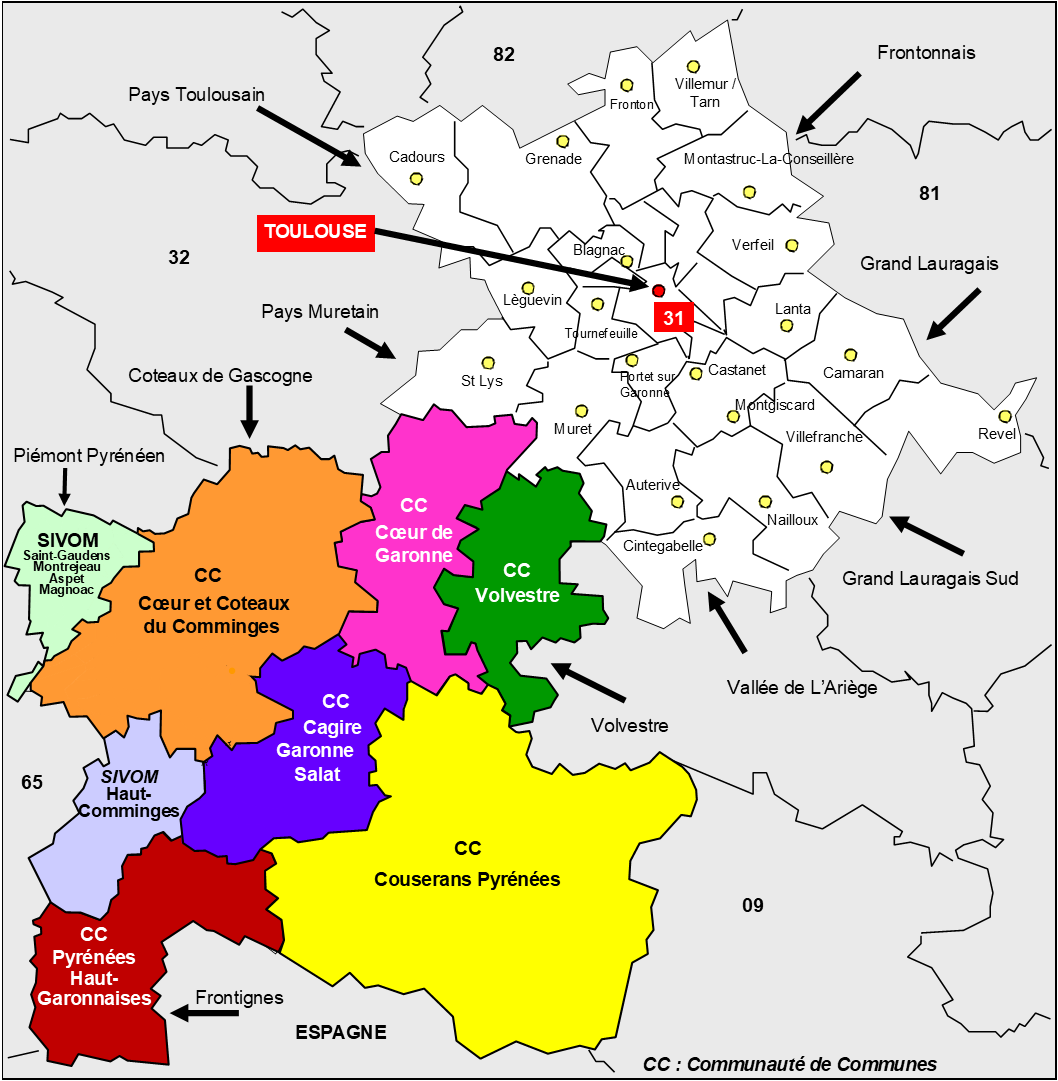
Pour la rénovation ou la construction d’un nouveau centre de tri des emballages ménagers et papiers graphiques, Citeo est susceptible d’apporter un soutien financier à l’investissement. Les aides à l’investissement, qui sont soumises à un processus de sélection au travers d’appels à projets, sont destinées à soutenir des projets qui améliorent les performances des opérations de tri en terme environnemental, économique et social.

Les projets soutenus doivent en particulier justifier de leur bon dimensionnement, au travers d’une analyse territoriale préalable démontrant l’adéquation entre le projet du centre de tri et son bassin de chalandise, ainsi que les différents territoires limitrophes. Cette analyse peut être basée sur l’étude territoriale conduite selon le cahier de charges de l’ADEME ou bien sous une autre forme, en évaluant notamment l’impact sur les centres de tri existants.

LES ANALYSES TERRITORIALES QUI CONDUISENT A PROPOSER DES PROJETS DE MODERNISATION OU DE CONSTRUCTION, PEUVENT EGALEMENT AMENER LES TERRITOIRES A PREVOIR EN CONCERTATION L’ARRET DE L’ACTIVITE DE TRI DE CERTAINS SITES.

L’anticipation et l’accompagnement de ces arrêts d’activité doivent favoriser la reconversion des emplois et des sites.

**Carte du territoire du SYSTOM des Pyrénées**



Le centre de tri existant et provisoire de Villeneuve de rivière (31AG) permet de garantir le tri en extension des consignes pour une période estimée de 18 à 24 mois à partir du 01/01/2023, dans l’attente de la mise en service du centre de tri définitif Interdépartemental codé 32AE à MASSEUBE.

C’est dans cette optique qu’une étude est engagée.

Pour ce faire, le Prestataire pourra se référer à la note d’informations publiée par l’Ademe et Eco- Emballages (devenu Citeo) intitulée « Accompagnement de la reconversion des centres de tri », téléchargeable grâce au lien qui suit :

<https://www.citeo.com/le-mag/modernisation-des-centres-de-tri-comment-anticiper-la-reconversion-des-sites-et-des-emplois>

* 1. **ETAPE 1 : IDENTIFICATION ET EVALUATION DES OPPORTUNITES DE RECONVERSION DU CENTRE DE TRI**

Le Prestataire établira dans un premier temps un **diagnostic de la situation actuelle du centre de tri** dans son environnement :

* Présentation du territoire, des structures qui exercent les différentes compétences de collecte et de traitement, des équipements de traitement, du propriétaire, du mode de gestion, de l’exploitant ;
* Diagnostic détaillé du site : activités, flux traités, état des bâtiments et des équipements, amortissement des investissements, coûts annuels, mode de rémunération de l’exploitant, effectifs (types de contrats de travail, pyramide des âges), autorisations ICPE en vigueur, environnement du site.

Dans un second temps, le Prestataire s’attachera à **proposer et évaluer les différentes options de reconversion d’activité** envisageables pour le site. La mission consiste en particulier à évaluer les opportunités dans le domaine de la gestion des déchets, de l’économie circulaire ou bien d’autres secteurs d’activité. A ce titre, un examen du tissu économique territorial est à produire. Le scénario d’un arrêt définitif de toute activité sur le site est également à considérer.

Chacune des opportunités de reconversion devra être évaluée au regard des critères suivants :

* Le reclassement du personnel ;
* L‘adéquation du site, du bâtiment, et le cas échéant du procédé ;
* L’impact sur le site, et son voisinage ;
* L’impact sur le dispositif contractuel en vigueur avec l’exploitant ;
* Les montages juridiques à prévoir ;
* La valorisation des actifs du site ;
* Le montant des investissements à réaliser ;
* Les couts globaux annuels ;
* Les financements mobilisables ;
* La pérennité technique et économique de la nouvelle activité et de ses débouchés.

Une analyse comparative de ces différentes opportunités sera établie à partir d’une pondération de ces critères établie avec le SYSTOM.

Le Prestataire détaillera la méthodologie qu’il propose de mettre en œuvre pour réaliser cette partie de la mission et les différents acteurs qu’il sollicitera à cet effet.

* 1. **ETAPE 2 : ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN OEUVRE DU SCENARIO RETENU**

*Remarque : Cette étape intervient une fois que le pouvoir adjudicateur aura pris une décision quant à la reconversion ou bien à l’arrêt complet de l’activité de son centre de tri.*

Il s’agira d’aider le pouvoir adjudicateur pour mettre en œuvre le scénario retenu, en établissant notamment **un plan d’action et un planning de mise en œuvre**.

Le Prestataire proposera un accompagnement pour engager les actions appropriées selon le scénario retenu (y compris pour un arrêt complet de l’activité) :

* La définition du mode de gestion à mettre en place, en fonction des faisabilités juridiques et administratives ;
* L’identification des conditions d’une mobilité des salariés vers le nouveau centre de tri si les conditions géographiques le permettent ;
* L’identification des opportunités de reclassement du personnel sur le site, et dans d’autres activités sur le territoire pour les personnes non reprises ;
* La formation du personnel aux nouvelles activités
* La mise en place d’un suivi personnalisé des employés ;
* La mise en oeuvre des procédures environnementales pour arrêter l’activité ;
* La gestion de la période de transition ;
* La gestion de l’information et de la communication autour du projet ;

Le Prestataire évaluera en particulier les différents types d’aides mobilisables auprès des acteurs institutionnels concernés, en termes d’accompagnement et de financements.

Comme pour l’étape 1, le Prestataire apportera des détails sur la méthodologie qu’il compte mettre en oeuvre pour conduire cette partie de la mission.

* 1. **COMPOSITION DE L’EQUIPE**

Le Prestataire détaillera la liste des personnes impliquées pour la réalisation de la mission intégrant au moins un chef de projet, **un expert de la reconversion d’activité économique**, et un expert technique dans le traitement des déchets.

* 1. **GOUVERNANCE DE L’ETUDE**

Le SYSTOM assurera le pilotage de l’étude.

Il constituera également un groupe de concertation afin de réunir l’ensemble des acteurs concernés pour permettre de faciliter le recueil de données, de disposer des expertises de chaque partie prenante et d’éclairer ses choix. Ainsi il parait nécessaire de mobiliser notamment les collectivités compétentes, les opérateurs et leur sous-traitant éventuels, les représentations syndicales et les organismes de planification (Région).

Ce groupe de concertation se réunira aux étapes clés de l’étude et en particulier, au lancement et avant la restitution des résultats.

D’autres acteurs seront sollicités en tant que ressources : les Eco-organismes concernés dont Citeo, la DREAL, L’ADEME, la CARSAT, …

* 1. **LIVRABLES**

Les livrables suivants sont à produire :

* Un rapport d’étude ;
* Une synthèse de l’étude ;
* Un support de présentation pour chaque réunion ;
* Un compte rendu pour chaque réunion ;
* Un support de communication / restitution des conclusions de l’étude.

Si l’étape 2 fait l’objet de la mission, le Prestataire produira également un plan d’action assorti d’un planning de mise en œuvre.

Tous les documents sont remis sous format informatique modifiable et en version PDF, datés, précisant la version du document et avec les pages numérotées.

* 1. **DELAIS DE REALISATION**

Le Prestataire précisera sous forme d’un planning détaillé, la durée de réalisation de chacune des étapes de la mission, ainsi que le nombre de réunions qui sont prévues.

Le rendu de l’étude devra obligatoirement être remis **dans les 10 mois qui suivent la notification du marché.**

Pour la partie forfaitaire, les délais d'exécution des prestations démarrent à compter de la notification du marché.

## Durée du marché

Le marché est passé sous la forme d’un forfait affecté à la réalisation de la mission. Le marché prendra fin de manière concordante avec la réalisation de cette mission.

Le présent marché n'est pas reconductible.

## Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Tout ou partie des prestations prévues au présent marché doit être exécutée par une personne nommément désignée. Lorsque cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;

- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ; soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié.

# Règlement du marché

## Prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé mois "zéro" (M0), soit le mois de Mai 2023

Le marché est traité à prix forfaitaire.

**A COMPLETER PAR LE CANDIDAT**

Le présent marché est conclu pour un montant de ................................ euros HT (soit .................................. euros TTC).

En lettres: ..........................................................................................................

Le détail du prix concernant l'ensemble des prestations est récapitulé dans la décomposition du prix forfaitaire.

## Variation des prix

**Le marché est à prix ferme**

## Règlement

Coordonnées bancaires

En cas de paiement sur un seul compte, le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :

Libellé du compte :

Domiciliation :

Adresse :

CODE IBAN :

Code BIC :

En cas de paiement sur plusieurs comptes, dupliquer et remplir l'annexe "en cas de réponse en groupement" autant de fois que nécessaire.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Les paiements sont effectués en EUROS. Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

En vertu de l'article 40 de la loi du 28 janvier 2013, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros conformément à l'article 9 du décret du 29 mars 2013.

Les demandes de paiement sont adressées trimestriellement à l’acheteur et reprennent le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

## Modalités de paiement

Paiement par virement administratif dans le délai global de 30 jours conformément à l’article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Pour les factures transmises par voie papier, le délai court à compter de la date de réception par courrier ou par dépôt.

Pour les factures transmises par voie électronique, le délai court à compter de la réception par courriel de la facture.

Le défaut de paiement dans le délai prévu donne droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant.

Le taux applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-21 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes correspondant à la valeur des prestations auxquels ils se rapportent.

Les paiements s'effectueront trimestriellement.

S'agissant d'un marché de fournitures et/ou de services, je suis\* une petite ou moyenne entreprise, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée et sollicite que les paiements s'effectuent mensuellement.

(\* Rayez la mention inutile)

## Avances

Conformément aux dispositions de l’article R. 2191-3 du code de la commande publique, le titulaire n’a pas droit à une avance.

## Retenue de garantie

Il n'est pas demandé de garantie

# Sous-traitance

En application des articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, la sous-traitance est autorisée.

(Dans le cas où l'entreprise ne présenterait pas de sous-traitant, maintenir le présent paragraphe sans le compléter et en le barrant.)

Les déclarations de sous-traitance que j'annexe au présent document comportent :

* Un engagement écrit du sous-traitant
* Une déclaration du sous-traitant mentionnant les éléments figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique
* Une déclaration du sous-traitant justifiant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une exclusion de la procédure de passation

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le relevé de compte du sous-traitant est joint.

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à cette(ces) annexe(s) est de

*En chiffres : .................... € TTC*

*En lettres : ......................................................................*

Déduction faite de l'ensemble des prestations sous-traitées, le montant maximal de la créance que je pourrai présenter en nantissement en tant qu'entrepreneur titulaire du marché est ainsi ramené à :

* *Montant total du marché € TTC : ....................*
* *Montant acte(s) de sous-traitance € TTC : ....................*
* *Montant maximal de la créance pouvant être présentée en nantissement € TTC : ...................*

# Pénalités

Il sera fait application des dispositions de l'article 14 du CCAG Prestations intellectuelles.

# Assurances

Le titulaire doit souscrire les contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le prestataire titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, pour l'année en cours, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'absence de ces documents dans le délai prescrit pourra entraîner la résiliation du marché, sans mise en demeure, et sans indemnité, par le Maître d’Ouvrage.

# Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

**Pièces particulières**

* Le présent cahier des charges valant acte d'engagement
* Le contenu des lettres circulaires éventuelles répondant à des questions concernant les pièces contractuelles
* Le mémoire technique

**Pièces générales**

* Le cahier des clauses administratives générales Fournitures courantes et Services

# Obligations du titulaire

Le titulaire produit dès la notification du marché public, puis tous les 6 mois les documents visés par les articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique

# Cession

Toute modification apportée dans la forme juridique de l'entreprise titulaire devra être notifiée au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette lettre devra être accompagnée des documents justifiant les changements intervenus, notamment des extraits des journaux d'annonces légales dans lesquels auront été publiés les modifications et un extrait du Registre du commerce.

Il sera interdit au prestataire de céder tout ou partie du service sans y être expressément autorisé par le pouvoir adjudicateur. Toute cession ou sous-traitance passée sans autorisation restera nulle et de nul effet à l'égard du pouvoir adjudicateur.

# Résiliation

Il sera fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG Prestations intellectuelles

Conformément à l'article L. 2195-4 du code de la commande publique, lorsque le titulaire est, au cours de la procédure de passation ou de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 ayant pour effet de l'exclure, le marché pourra être résilié pour ce motif.

Le titulaire informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

La résiliation ne peut être prononcée lorsque l'opérateur économique fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L.631-1 du code du commerce, à condition qu'il ait informé sans délai l'acheteur de son changement de situation.

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Par dérogation à l’article 40 du CCAG Prestations intellectuelles, si le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation de 1%, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

# Litiges

En cas de litige qui ne pourrait être résolu à l'amiable, les Tribunaux compétents seront saisis.

# Dérogations

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Article du présent CCP-AE** | **Article du CCAG** | **Objet** |
| 12 | 40 | Résiliation |

# Engagement et signature du candidat

|  |
| --- |
| **A……………………… , le ………………………** |
| Le(ou les) candidat(s) : (représentant(s) habilité(s) pour signer le marché)  Cachet et signature |

# Signature du pouvoir adjudicateur

|  |
| --- |
| **A……………………… , le ………………………** |
| Le pouvoir adjudicateur : |